

Convention collective

IDCC : 9651. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE,  
D'ÉLEVAGE, DE VITICULTURE, CHAMPIGNONNIÈRES,  
CUMA, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES  
ET RURAUX, MARAÎCHERS  
ET PRODUCTEURS LÉGUMIERS  
(Hautes-Pyrénées)  
(6 juillet 1972)**

(Etendue par arrêté du 20 février 1973,  
*Journal officiel* du 17 mars 1973)

AVENANT N° 93 DU 19 FÉVRIER 2014

NOR : AGRS1497128M

IDCC : 9651

Entre :

La FDSEA des Hautes-Pyrénées ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

La fédération départementale de l'agriculture CFDT ;

La fédération départementale des travailleurs de l'agriculture CGT ;

La fédération départementale de la CFTC-Agri ;

La fédération départementale des cadres CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 28 « Rémunération » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 28

*Rémunération*

Ouvriers et employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	1	9,53	1 445,42
	2	9,84	1 492,43

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
II	1	9,92	1 504,57
	2	9,96	1 510,63
III	1	10,18	1 544,00
	2	10,47	1 587,98
IV	1	10,82	1 641,07
	2	11,13	1 688,09

### Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I Technicien	1	11,28	1 710,84
	2	11,48	1 741,17
I Agent de maîtrise	2	11,74	1 780,61
II Technicien	2	11,89	1 803,36
II Agent de maîtrise		12,30	1 865,54

### Cadres

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	12,70	1 926,21
II	13,72	2 080,91

### Gardiens de troupeaux en estive

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (*)
I		9,53	1 806,69
II	1	9,92	1 880,70
	2	9,96	1 888,28
III	1	10,47	1 985,04
	2	10,60	2 009,62
IV		11,18	2 119,73

(\*) Convention de forfait mensuel pour 42 heures de travail par semaine, comprenant 35 heures payées au taux normal et 7 heures payées à 125 %.

L'ensemble des éléments de rémunération ne pourra être inférieur au Smic correspondant au travail effectué. »

## **Article 2**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014.

Fait à Tarbes, le 19 février 2014.

(Suivent les signatures.)